

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Gabriela Banu, *Conseiller communal*.

Séance du 25.06.26

#Objet : Règlement relatif au Budget partagé 2.0 #

Séance publique

Participation citoyenne

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale 2024–2030 ;

Considérant que la commune d'Auderghem développe depuis plusieurs années une politique active de participation citoyenne, fondée sur une diversité de formats et de dispositifs destinés à renforcer l'implication des habitants dans la vie locale, à faire remonter les besoins et perceptions du terrain et à mieux associer les citoyens à la compréhension et à l'évolution des politiques publiques ;

Considérant que cette dynamique s'est traduite, au cours de la période 2020–2025, par la mise en place et l'animation de plusieurs outils participatifs, parmi lesquels l'Assemblée des Habitants, les Assemblées de Quartier, le Budget Partagé, différents formats de consultation et de dialogue de proximité, ainsi que le développement d'une plateforme participative officielle permettant de centraliser certaines démarches citoyennes ;

Considérant que, sur la période 2020–2025, les dispositifs participatifs développés à Auderghem ont touché entre 8.000 et 10.000 habitants, soit environ un tiers de la population adulte de la commune, ce qui témoigne d'un intérêt réel pour les démarches participatives portées par la Commune et d'une capacité effective à mobiliser les habitants autour d'enjeux collectifs ;

Considérant que la Commune a néanmoins souhaité conduire un diagnostic approfondi de cette politique de participation, afin d'en consolider les acquis et d'en faire évoluer les modalités lorsqu'elles apparaissaient insuffisamment lisibles, inclusives ou adaptées aux objectifs poursuivis ;

Considérant que ce diagnostic a reposé notamment sur une enquête de satisfaction ayant recueilli près de 700 réponses, sur l'organisation d'une Assemblée des Habitants spéciale consacrée à l'évaluation des dispositifs participatifs, sur un colloque international, sur un groupe de travail pluridisciplinaire réunissant chercheurs, praticiens, fonctionnaires, élus et citoyens, ainsi que sur une validation académique par le Policy Lab de l'ULB ;

Considérant que ce travail a mis en évidence, d'une part, les acquis importants des dispositifs existants — notamment leur capacité à créer des espaces utiles de dialogue, d'expression et de proposition, à favoriser une participation concrète des habitants et à inscrire progressivement la participation dans les pratiques communales — mais, d'autre part, également plusieurs limites structurelles qu'il convenait de dépasser ;

Considérant que ces limites tiennent notamment à la difficulté de fidéliser durablement des publics sous-

représentés, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de précarité et les personnes d'origine étrangère, au manque de clarté des missions, des attentes et des marges de manœuvre propres à chaque dispositif, à l'essoufflement progressif de certaines démarches et à la concentration de la participation chez des publics déjà fortement engagés, aux frustrations liées aux contraintes de faisabilité, aux délais de mise en œuvre et aux limites budgétaires, à la fragmentation des initiatives, marquée par une multiplication et une dispersion des dispositifs, ainsi qu'aux tensions pouvant apparaître dans le triangle citoyens – administration – élus ;

Considérant que l'enquête de satisfaction a également révélé un écart important de notoriété entre les différents dispositifs, le Budget Partagé étant connu de 84 % des répondants, contre 48 % pour l'Assemblée des Habitants et 40 % pour les Assemblées de Quartier, ce qui confirme la nécessité de simplifier l'architecture générale de la participation citoyenne à Auderghem et de mieux clarifier la fonction de chaque outil dans l'écosystème communal ;

Considérant que la stratégie de participation 2026–2030 répond à ce diagnostic par une architecture simplifiée et plus lisible, fondée sur deux dispositifs structurants complémentaires, articulés entre eux, en lieu et place d'un empilement de démarches parfois insuffisamment compréhensible pour les habitants ;

Considérant que cette nouvelle architecture poursuit plusieurs objectifs convergents, à savoir clarifier le rôle respectif des dispositifs participatifs, améliorer leur articulation avec l'administration et la décision politique, renforcer la diversité réelle des profils impliqués, soutenir une participation plus continue et plus structurée dans le temps et consolider une politique de participation communale plus inclusive, plus robuste et plus lisible ;

Considérant que, dans ce cadre, le Budget Partagé 2.0 constitue le dispositif structurant de proposition, de priorisation et d'investissement citoyen, tandis que la Nouvelle Assemblée des Habitants constitue le dispositif structurant d'évaluation citoyenne à l'échelle communale, et que le Budget Partagé 2.0 n'a pas vocation à remplacer les autres formes de participation mais bien à en constituer l'évolution et le prolongement, afin de permettre une implication citoyenne plus lisible, plus concrète et mieux articulée avec les autres instruments de participation ;

Considérant que le Budget Partagé 2.0 a pour finalité de permettre aux habitants de proposer, soutenir et prioriser des projets d'investissement d'intérêt collectif sur le territoire communal, dans un cadre structuré, transparent, inclusif et compatible avec les contraintes de faisabilité technique, budgétaire et administrative propres à l'action publique communale ;

Considérant que le dispositif a été redéfini de manière à mieux clarifier les différentes étapes du processus, à savoir l'appel à projets, l'analyse d'éligibilité et la budgétisation, la surpondération éventuelle, le vote citoyen, la mise en œuvre et le suivi des projets lauréats ainsi que l'évaluation du processus ;

Considérant que le règlement proposé précise que le Budget Partagé 2.0 est organisé deux fois par législature, aux moments fixés par le Collège, et qu'il constitue un dispositif d'investissement communal, sans mobilisation de budget de fonctionnement ;

Considérant que le nouveau cadre vise également à renforcer l'inclusivité effective du Budget Partagé 2.0, notamment par une participation hybride, en ligne et en présentiel, par la mise en place d'actions de proximité, par l'accompagnement des porteurs de projets, par la possibilité de déposer une idée de projet via la plateforme participative officielle de la Commune, auprès du Service Participation citoyenne ou par voie papier, ainsi que par l'organisation d'un vote accessible selon plusieurs modalités ;

Considérant que la « Caravane du Budget Partagé » constitue, dans ce cadre, un outil structurant de proximité, consistant en des actions mobiles organisées dans différents quartiers afin d'informer les habitants, de susciter l'idéation, de faciliter le dépôt des idées de projets et de soutenir la participation au vote, en particulier auprès des publics plus éloignés des démarches participatives ;

Considérant que le règlement proposé maintient la possibilité pour des personnes physiques, des associations, des établissements scolaires, des groupements de citoyens et la Nouvelle Assemblée des Habitants de porter des idées de projets, tout en encadrant les conflits d'intérêts éventuels lorsque la Nouvelle Assemblée des Habitants ou l'un de ses membres est porteur d'un projet ;

Considérant que le règlement proposé clarifie également les critères de recevabilité des idées de projets, en rappelant notamment qu'il s'agit d'un dispositif d'investissement communal, qu'un projet doit relever des compétences de la Commune, être d'utilité collective, s'inscrire dans l'une des thématiques définies, ne pas générer de dépense nouvelle de fonctionnement pour la Commune, ne pas comporter d'élément illégal ou discriminatoire, et ne pas engendrer de conflit d'intérêts ni de profit financier pour le porteur ;

Considérant que le Budget Partagé 2.0 prévoit en outre la possibilité de projets mixtes portés avec des associations ou des groupements de citoyens, dans lesquels la Commune prend en charge l'investissement tandis que le porteur assure, selon les cas, la gestion opérationnelle du projet dans un cadre conventionnel, sans dépense de fonctionnement nouvelle pour la Commune ;

Considérant que le dispositif prévoit également, en articulation avec la Nouvelle Assemblée des Habitants, la possibilité d'une surpondération de certains types de projets, dont les critères sont définis conjointement par le Collège et la Nouvelle Assemblée des Habitants et rendus publics dans l'appel à projets, le Collège fixant seul le quotient de surpondération applicable ;

Considérant que le vote citoyen s'inscrit dans un cadre hybride et contrôlé, permettant de garantir le principe « une personne = un vote », y compris lorsque des votes sont exprimés sur support papier puis encodés dans la plateforme participative officielle ;

Considérant que la mise en œuvre du Budget Partagé 2.0 implique la collecte et le traitement de données à caractère personnel, notamment dans le cadre de l'appel à projets, de l'instruction des propositions, de l'organisation du vote, du contrôle des conditions de participation, de la publication du catalogue des projets et du suivi des projets lauréats ;

Considérant que ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Commune, au sens de l'article 6, paragraphe 1er, point e), du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) ;

Considérant que le dispositif a été construit de manière à intégrer des garanties explicites en matière de protection des données, parmi lesquelles la formalisation de la Commune en tant que responsable du traitement, l'existence d'une notice dédiée relative à la protection des données, la publication limitée des informations relatives aux porteurs de projets, la formalisation du rôle du prestataire technique de la plateforme participative officielle en tant que sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, ainsi que la réalisation préalable d'une analyse d'impact relative à la protection des données lorsque celle-ci est requise ;

Considérant que le présent rapport est accompagné du projet de règlement relatif au Budget Partagé 2.0 d'Auderghem ;

Considérant que sont également disponibles, à titre de documents d'exécution et de mise en œuvre du dispositif, la notice relative à la protection des données, les supports de dépôt et de vote, ainsi que les documents techniques nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle du Budget Partagé 2.0 ;

Considérant que, compte tenu du calendrier de fixation de l'ordre du jour du prochain Conseil communal, il est nécessaire que le Collège valide dès à présent le projet de règlement relatif au Budget Partagé 2.0 en vue de son inscription à l'ordre du jour du Conseil communal ;

Décide :

Article 1. Périmètre

Le Budget Partagé 2.0 d'Auderghem porte uniquement sur le territoire de la commune d'Auderghem. Les projets qui ne relèvent pas de la compétence de la commune d'Auderghem ne sont pas éligibles au Budget Partagé 2.0. Par dérogation, un projet localisé sur un bien relevant d'un autre gestionnaire public ou privé peut être déclaré recevable si la compétence communale est établie et si l'accord écrit du propriétaire ou du gestionnaire concerné est obtenu avant la validation définitive du projet.

Le présent règlement fixe le cadre général du Budget Partagé 2.0 et les règles applicables à l'appel à projets. Les modalités pratiques de mise en œuvre (calendrier détaillé, actions de proximité, lieux et horaires) sont précisées dans l'appel à projets, dans le respect du présent règlement.

Article 2. Montant

Le Budget Partagé 2.0 d'Auderghem est organisé deux fois par législature, aux moments fixés par le Collège. L'enveloppe est fixée au mois de janvier par le Collège pour inscription au budget de l'année suivante, calculée sur base du nombre d'habitants au 1er janvier avec un minimum de 15€/habitant.

À titre d'exemple, pour l'année 2023, le nombre d'habitants au 1er janvier s'élevait à 35.282.

Le montant du Budget Partagé s'élevait ainsi à 529.230€.

Le Budget Partagé 2.0 est un dispositif d'investissement communal et ne mobilise pas de budget de fonctionnement (service ordinaire).

Article 3. Calendrier

Plusieurs étapes sont nécessaires afin d'aboutir à la sélection et à la mise en œuvre des projets :

- Étape 1 – Définition préalable des critères de surpondération éventuelle et fixation du quotient,

conformément à l'article 6 ;

- Étape 2 – Appel à projets : information, mobilisation, idéation et dépôt des idées de projets (y compris les projets mixtes portés par des ASBL ou des groupements de citoyens) ;
- Étape 3 – Analyse d'éligibilité, étude technique et budgétisation par les services communaux ;
- Étape 4 – Vote citoyen sur les projets présélectionnés ;
- Étape 5 – Mise en œuvre et suivi des projets lauréats ;
- Étape 6 – Évaluation du processus.

Pour la durée de la législature, le Collège fixe le calendrier des deux éditions du Budget Partagé 2.0 (jalons principaux). Pour chaque édition, les dates détaillées (dont l'appel à projets et le vote) sont publiées avant le lancement de l'appel à projets, via les canaux officiels de la Commune.

Article 4. Étape 1 | appel à projets : information, idéation et dépôt des idées de projets

Cette étape couvre l'ensemble du processus d'appel à projets : de la communication et de la mobilisation des porteurs potentiels jusqu'au dépôt des idées de projets.

4.1. Communication, mobilisation et accompagnement

La commune utilise tous les moyens à sa disposition pour faire connaître le dispositif et faciliter une participation hybride (en ligne et en présentiel), notamment par des dispositifs de proximité et des temps d'information et d'accompagnement.

La commune peut organiser, notamment via une Caravane du Budget Partagé, des actions de proximité afin d'informer, de susciter l'idéation, de faciliter le dépôt des idées et de soutenir la participation au vote, en particulier auprès des publics plus éloignés des démarches participatives.

La « Caravane du Budget Partagé » désigne des actions mobiles de proximité organisées dans différents quartiers (stands, permanences itinérantes, aide au dépôt et à l'information), visant à informer et accompagner les habitants, en particulier les publics plus éloignés des démarches participatives. Les modalités (lieux, dates, horaires) sont précisées dans l'appel à projets.

Les modalités pratiques sont communiquées dans l'appel à projets.

4.2. Porteurs de projets

Un projet doit être porté :

- soit par une personne physique unique. Celle-ci doit être âgée d'au moins 10 ans et résider effectivement à Auderghem au moment du dépôt de l'idée de projet, selon les modalités de vérification précisées dans l'appel à projets ;
- soit par une association active sur le territoire communal (ASBL ou association de fait), y compris un établissement scolaire actif sur le territoire communal. L'association ou l'établissement est représenté par une personne physique majeure dûment mandatée, selon les modalités précisées dans l'appel à projets. Cette personne ne peut être un parti politique ;
- soit par un groupement de citoyens (collectif de bénévoles) actif sur le territoire communal, représenté par une personne physique désignée comme référent ; le référent agit comme interlocuteur principal de la Commune pour le suivi du projet ;
- soit par la Nouvelle Assemblée des Habitants, représentée par l'un de ses membres.

Lorsqu'un projet est porté par la Nouvelle Assemblée des Habitants ou par l'un de ses membres, les règles de prévention des conflits d'intérêts prévues par le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants s'appliquent. Le cas échéant, le ou les membres concernés s'abstiennent de participer aux échanges, recommandations ou prises de position portant spécifiquement sur ce projet.

Lorsque la Nouvelle Assemblée des Habitants agit elle-même en qualité de porteuse d'un projet, elle ne participe pas, en tant qu'organe collectif, aux échanges, recommandations ou prises de position portant spécifiquement sur ce projet. Le Service Participation veille au respect de cette règle et à la traçabilité des débats individuels et collectifs nécessaires.

On entend par « parti politique » l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections, en ce compris les élections communales, et qui tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme, en ce compris les organismes, associations, groupements et entités régionales d'un parti politique, quelle que soit leur forme juridique, qui sont directement liés à ce parti au sens de l'article 2, 2° de l'ordonnance du 29 avril 2004 organisant le contrôle des dépenses électorales et des communications gouvernementales.

On entend par « établissement scolaire » une implantation ou un établissement ayant des activités sur le territoire communal, quel que soit son pouvoir organisateur.

Ces personnes et entités sont appelées « porteurs de projet ».

Dans le cas d'un enfant mineur de 10 ans et plus, il doit être parrainé par une personne majeure (représentant légal ou adulte référent), et c'est l'enfant qui sera désigné « porteur de projet ».

Ne peuvent être porteur de projet, ni parrainer :

- les conseillers communaux ;
- les conseillers du CPAS ;
- les membres du Collège ;
- les ministres ou les parlementaires.

Pour les groupements de citoyens, les modalités de désignation du référent, de composition du groupement et de déclaration d'engagement sont précisées dans l'appel à projets.

4.3. Fiche projet

La fiche projet précise les informations qui seront rendues publiques sur la plateforme et dans le catalogue des projets soumis au vote. Sont rendus publics, au minimum, le titre, la description, la localisation, la thématique et l'estimation budgétaire du projet, ainsi que l'identification du porteur sous une forme abrégée.

Pour les porteurs personnes physiques, l'identification publiée correspond au prénom suivi de l'initiale du nom. Pour les associations (y compris établissements scolaires) et groupements de citoyens, l'identification publiée correspond uniquement au nom de l'association ou du collectif. Les coordonnées de contact (adresse e-mail, numéro de téléphone, adresse postale) ne sont pas rendues publiques.

Le porteur de projet est informé de ces modalités avant la publication de la fiche projet et lors du dépôt de son idée de projet.

Le porteur de projet peut demander que l'identification publiée soit remplacée par un alias (ou une mention générique), afin de préserver son anonymat. Cette demande n'a aucun impact sur la recevabilité, l'analyse, la présélection ou le classement du projet. Les modalités sont précisées dans l'appel à projets.

Lorsque le porteur présente un projet mixte (au sens de l'article 5.2), la fiche projet comprend un volet spécifique (joint le cas échéant en annexe) visant à décrire la contribution du porteur, les partenaires (désignés sans coordonnées) et les ressources mobilisées, ainsi que la manière dont la gestion opérationnelle sera assurée sans dépense de fonctionnement nouvelle pour la Commune.

4.4. Modalités de dépôt des idées de projets

Les idées de projets peuvent être déposées :

- sur la plateforme participative officielle de la Commune ;
- au Service Participation citoyenne, selon les modalités communiquées dans l'appel à projets ;
- par voie papier selon les modalités communiquées dans l'appel à projets.

Le nombre d'idées de projets pouvant être proposées n'est pas limité.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de projets mixtes au sens de l'article 5.2, leur nombre est limité à maximum 2 projets par édition du Budget Partagé 2.0 pour un même porteur collectif, à savoir une association active sur le territoire d'Auderghem (ASBL ou association de fait) ou un groupement de citoyens.

Cette limitation s'apprécie par porteur et par édition.

4.5. Thématiques

Les idées de projets doivent s'inscrire dans l'une des trois thématiques suivantes :

- Encourager les rencontres : projets favorisant les occasions de se retrouver et d'échanger entre habitants ;
- Renforcer l'entraide : projets facilitant la solidarité et le soutien mutuel entre Auderghemois ;
- Améliorer le cadre de vie : projets contribuant à l'aménagement des espaces partagés.

Ces thématiques sont communiquées dans l'appel à projets. Elles peuvent être révisées d'une édition à l'autre par le Collège, sur base de l'évaluation du dispositif.

La Nouvelle Assemblée des Habitants peut formuler des recommandations à cet égard.

4.6. Gestion des doublons

Une fonctionnalité de détection des projets similaires est active durant la phase de dépôt sur la plateforme

participative officielle de la Commune. Lorsque deux projets ou plus présentent de fortes similarités, le service Participation procède à leur fusion dans une nouvelle fiche projet unique. Les porteurs concernés sont informés de cette fusion et contactés pour validation avant la mise en ligne de la nouvelle fiche projet sur la plateforme.

La fusion est coordonnée par le service Participation. Les porteurs sont contactés séparément. Les coordonnées de contact des porteurs ne sont pas communiquées à d'autres porteurs, sauf accord explicite des personnes concernées ou mise en relation organisée par le service Participation.

4.7. Durée

Les idées de projets peuvent être déposées pendant une période de 2 mois fixée par le calendrier défini par le Collège.

Article 5. Étape 2 | analyse de l'éligibilité et budgétisation des idées de projets

5.1. Critères de recevabilité d'une idée de projet

Pour être recevable, une idée de projet doit répondre aux critères suivants :

- Être localisée à Auderghem ;
- Être d'utilité ou d'intérêt public ;
- Entrer dans les champs de compétences de la Commune ; lorsqu'un projet implique un bien relevant d'un autre gestionnaire public ou privé, l'accord écrit de celui-ci doit être obtenu avant la validation définitive du projet ;
- S'inscrire effectivement et concrètement dans l'une des thématiques définies au point 4.5 ;
- Porter sur l'achat, la fabrication ou l'installation d'un ou plusieurs équipements par la Commune, destinés à un usage d'intérêt collectif. L'équipement acquis demeure la propriété de la Commune et doit bénéficier au public ou à un public cible, selon des modalités d'accès et d'usage définies et contrôlables. Le lieu de stockage de l'équipement peut être distinct du lieu d'utilisation, notamment pour des raisons de sécurité, de logistique ou de gestion. Dans le cas d'un projet mixte porté par une ASBL ou un groupement de citoyens, la Commune prend en charge l'investissement tandis que le porteur assure, en tout ou en partie, la gestion opérationnelle du projet, dans le cadre d'un accord conventionnel avec la Commune ;
- Ne pas dépasser le montant plafond de 165.000 € TVAC, applicable à l'ensemble des projets quelle que soit leur catégorie ;
- Être réalisable dans le cadre du budget extraordinaire de la Commune et ne pas générer de dépense de fonctionnement nouvelle pour la Commune ;
- Ne pas relever de l'entretien normal et régulier de l'espace public (ex : rénovation de trottoirs et voiries, pistes cyclables, vélo-box) ;
- Être suffisamment précise pour pouvoir être étudiée juridiquement et techniquement par les services communaux ;
- Ne pas être déjà en cours de réalisation ou d'étude ;
- Ne pas impliquer l'acquisition d'un terrain, d'un local ou d'un bien immobilier, ni relever de prestations d'étude ou d'expertise ;
- Ne pas comporter d'élément illégal ni être de nature à privilégier exclusivement un genre, une communauté, une confession ou un parti politique, ni à porter atteinte à la liberté d'expression ou d'appartenance confessionnelle, idéologique ou politique ;
- Ne pas générer de conflit d'intérêts ni de profit financier pour le porteur de projet.

5.2. Projets mixtes portés par des ASBL et groupements de citoyens

Le Budget Partagé 2.0 est un dispositif d'investissement communal : c'est la Commune qui engage les dépenses et réalise ou coordonne les projets lauréats. Cette logique garantit que les fonds publics bénéficient directement et durablement à l'ensemble des habitants, dans le respect des règles de gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, les projets mixtes s'inscrivent dans une logique de co-construction entre l'initiative citoyenne ou associative et les services communaux : la Commune prend en charge l'investissement, tandis que le porteur assure la mise en œuvre et la gestion opérationnelle du projet, incluant la gestion de l'usage, ci-après dénommée « gestion opérationnelle », dans le cadre d'un accord conventionnel conclu avec la Commune. C'est cette complémentarité entre ressources publiques et engagement citoyen qui constitue la valeur ajoutée du projet mixte.

La gestion opérationnelle est assurée sans dépense de fonctionnement nouvelle pour la Commune, notamment via bénévolat, ressources propres ou partenariats.

La Commune peut mettre gratuitement à disposition tout ou partie des équipements acquis, selon les modalités définies par convention (usage public, responsabilités, assurances, entretien, stockage et suivi).

5.3. Étude des idées de projets par les services communaux

Le Budget Partagé vise prioritairement le financement de projets d'investissement.

Lors de l'analyse, la Commune peut identifier, le cas échéant, des adaptations limitées de mise en œuvre susceptibles de rendre un projet réalisable, à condition que ces adaptations ne modifient pas substantiellement l'objet du projet et restent compatibles avec la nature d'investissement du dispositif.

À titre exceptionnel, lorsqu'une action ponctuelle apparaît comme la réponse la plus pertinente ou la plus réaliste à l'objectif poursuivi par le projet, les services communaux peuvent examiner cette possibilité au cas par cas, dans la limite des ressources disponibles. Une telle modalité ne peut être retenue que si elle ne génère pas de dépense de fonctionnement nouvelle ou récurrente pour la Commune et qu'elle reste compatible avec le cadre financier admissible du dispositif.

Lors de cette étape, les services communaux compétents examinent la recevabilité des idées de projets dans le respect des critères définis aux points 5.1 et 5.2, étudient leur faisabilité technique et, le cas échéant, juridique, et calculent un budget estimatif pour chacune d'elles. Au cas par cas et si nécessaire, les services communaux peuvent prendre contact avec le porteur de projet afin d'éclaircir certains points, comprendre la demande et évaluer la recevabilité du projet en fonction des précisions apportées.

Lorsqu'un projet s'avère inéligible en l'état mais pourrait le devenir moyennant des ajustements limités, le Service Participation peut proposer au porteur une modification de son projet. Cette proposition est transmise au porteur, qui dispose de 5 jours ouvrables pour y répondre. En cas d'acceptation, le projet modifié fait l'objet d'une nouvelle vérification de recevabilité et, le cas échéant, d'une réévaluation technique et budgétaire. En cas de refus ou d'absence de réponse dans ce délai, le projet est analysé dans sa version initiale. Si cette version initiale demeure inéligible, le projet est refusé.

Si une idée de projet s'avère irréalisable ou ne respecte pas les critères définis aux points 5.1 et 5.2, elle est refusée et n'est pas présélectionnée. Si elle répond à l'ensemble des critères, elle est présélectionnée. Quelle que soit l'issue de l'analyse, le porteur de projet est informé de la décision. En cas de refus, les raisons en sont communiquées au(x) porteur(s) concerné(s).

Une idée de projet refusée pour non-respect des critères définis aux points 5.1 et 5.2 ne peut être représentée lors d'une session ultérieure du Budget Partagé 2.0 que si elle a été corrigée pour tenir compte de ces critères.

Article 6. Étape 3 | surpondération éventuelle et validation par le collège

Préalablement au lancement de l'appel à projets, le Collège et la Nouvelle Assemblée des Habitants définissent conjointement les types de projets susceptibles de faire l'objet d'une surpondération lors de cette édition. Ces critères visent à donner un focus à des types de projets peu souvent représentés dans les éditions précédentes, tels que, par exemple, les projets à destination des jeunes ou des seniors, et à assurer une cohérence avec les priorités identifiées dans le cadre des travaux de l'Assemblée.

En cas de désaccord persistant entre le Collège et la Nouvelle Assemblée des Habitants sur les types de projets susceptibles de faire l'objet d'une surpondération, le Collège conserve le pouvoir de décision final.

Ces critères sont rendus publics dans l'appel à projets, afin que les porteurs en soient informés dès le dépôt.

Préalablement au lancement de l'appel à projets, le Collège fixe seul le quotient de surpondération applicable pour l'édition concernée. Ce quotient ne peut excéder 100 % : au maximum, les votes en faveur d'un projet surpondéré sont doublés. Le quotient est rendu public dans l'appel à projets.

Le Collège valide la liste des idées de projets présélectionnées, l'application éventuelle des critères de surpondération préalablement définis, ainsi que les budgets estimatifs pour leur mise en œuvre.

Le Service Participation attribue de manière aléatoire un numéro à chaque projet.

Article 7. Étape 4 | campagne de communication et vote pour les projets présélectionnés

7.1. Campagne de communication

La Commune conçoit et diffuse une large campagne de communication appelant au vote pendant toute la durée des opérations de vote. Elle utilise tous les moyens à sa disposition pour communiquer sur les projets soumis au vote de manière neutre, sans privilégier un ou plusieurs projets en particulier.

L'ensemble des projets est publié dans un catalogue consultable :

- En format numérique, sur la plateforme participative officielle de la Commune, avec traduction

automatique multilingue afin d'élargir l'accès aux habitants ne maîtrisant ni le français ni le néerlandais. Les projets sont consultables suivant divers filtres (localisation, thématique, etc.) ;

- En format papier, disponible à la Maison communale et distribué en toutes-boîtes.

Les porteurs de projets sont invités à faire campagne pour leur projet, avec leurs moyens propres et sous leur responsabilité. La communication des porteurs de projets doit être toujours bienveillante et respectueuse.

La Commune met à disposition des porteurs de projets des supports de communication personnalisables.

Dans le cadre de la communication institutionnelle du Budget Partagé 2.0 (catalogue des projets, supports d'information, site/plateforme, supports papier, réseaux sociaux institutionnels), la Commune peut relayer les informations relatives aux projets présélectionnés et, le cas échéant, l'identité du porteur sous une forme non intrusive.

Toute utilisation d'images, d'enregistrements audio/vidéo ou de témoignages identifiants concernant les porteurs de projets fait l'objet d'un accord spécifique préalable. Cet accord est optionnel et n'a aucun impact sur l'éligibilité, l'analyse, la présélection ou le classement du projet.

Des actions de proximité sont organisées pour encourager la participation au vote, notamment auprès des publics plus éloignés des démarches participatives.

7.2. Vote

Les opérations de vote ont lieu pendant 1 mois et se clôturent le dernier jour à minuit. Le calendrier précis est fixé par le Collège.

Le vote est accessible aux personnes âgées d'au moins 10 ans et résidant à Auderghem au moment du début des opérations de vote.

Chaque participant vote pour les projets de son choix dans un « panier » virtuel dont le montant correspond à l'enveloppe totale du Budget Partagé 2.0 ; il s'agit d'un mécanisme de priorisation et il n'est pas obligatoire d'épuiser son panier.

Le vote est organisé selon un système hybride :

En ligne sur la plateforme participative officielle de la Commune ;

Par bulletin papier, selon les modalités communiquées dans l'appel à projets et lors des actions de proximité dans les quartiers ;

À la commune : lors des permanences organisées, en journée et en soirée, avec accompagnement par le service Participation citoyenne (vote en ligne et/ou sur papier).

Les modalités de contrôle applicables à l'ensemble des votes sont précisées à l'article 7.3.

7.3. Contrôle

Les participants s'identifient aux fins du contrôle du vote, quel que soit le mode de participation (en ligne ou sur papier).

Toute personne ne peut voter qu'une seule fois. En collaboration avec le gestionnaire de la plateforme, un contrôle est effectué afin de détecter les doublons et irrégularités ; les modalités techniques de ce contrôle sont définies dans le respect des principes de minimisation, de sécurité et de confidentialité des données. Tout vote non valide n'est pas comptabilisé.

Les votes exprimés sur support papier sont encodés dans la plateforme afin d'être intégrés au contrôle « une personne = un vote » et au décompte global.

Aux fins du contrôle du vote (« une personne = un vote ») et de la vérification des conditions de participation (âge et commune de résidence), le participant fournit les informations nécessaires selon les modalités précisées dans l'appel à projets.

Les résultats sont publiés après clôture des opérations de vote, à l'issue des opérations de validation, de dépouillement et de contrôle.

Article 8. Proclamation des résultats

Les votes de chaque projet sont additionnés, déduction faite des votes non-valides éventuellement constatés, et le cas échéant corrigés par l'application de la surpondération conformément à l'article 6.

Les projets lauréats sont ceux ayant obtenu le plus de votes valides et dont le montant leur permet de rentrer dans l'enveloppe budgétaire disponible, selon leur ordre dans le classement.

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs projets dont la sélection aboutirait à l'épuisement de l'enveloppe, le projet retenu est désigné par tirage au sort réalisé par le Service Participation selon une procédure formalisée et tracée, en présence d'au moins deux agents communaux habilités. Le résultat du tirage est consigné.

La Commune utilise tous les moyens à sa disposition pour communiquer sur les projets lauréats. Ils sont notamment publiés sur la plateforme participative officielle de la Commune et sur le site Internet communal. Les projets non élus peuvent être représentés lors d'une session ultérieure du Budget Partagé 2.0, pour autant qu'ils correspondent toujours aux critères de recevabilité.

Article 9. Intégration des projets lauréats dans le budget de l'année suivante

Les projets lauréats sont intégrés dans le projet de budget présenté au vote du Conseil communal.

Article 10. Étape 5 | réalisation et suivi des projets

10.1. Mise en œuvre des projets lauréats

Chaque projet est unique et nécessite des modalités et des délais de mise en œuvre spécifiques.

Les projets lauréats sont mis en œuvre sous la responsabilité de la Commune, selon les procédures administratives applicables. Dans le cas d'un projet mixte, la Commune prend en charge la partie investissement conformément aux dispositions du point 5.1, tandis que le porteur, ASBL ou groupement de citoyens, assure la gestion opérationnelle qui lui revient, dans le cadre de l'accord conventionnel conclu avec la Commune préalablement au démarrage du projet. Cette gestion opérationnelle est assurée sans dépense de fonctionnement nouvelle pour la Commune.

Dans tous les cas, une prise de contact et, si nécessaire, une rencontre sont organisées entre le porteur de projet lauréat et les services communaux compétents afin de définir les modalités pratiques de mise en œuvre.

Les projets lauréats font l'objet, si nécessaire, d'études approfondies et de procédures administratives préalables à leur réalisation.

10.2. Abandon d'un projet lauréat

À la suite de la phase d'études approfondies ou à la suite des procédures, il peut arriver qu'un projet voté soit abandonné en raison de difficultés techniques ou d'avis défavorables lors des procédures, qui n'avaient pas pu être anticipés au préalable. Dans ce cas, le porteur de projet est informé des raisons de l'abandon.

10.3. Communication sur les projets réalisés

L'état d'avancement des projets lauréats peut être suivi publiquement via la plateforme participative officielle de la Commune, où un parcours de projets du Budget Partagé 2.0 est accessible et régulièrement mis à jour.

Les réalisations peuvent faire l'objet d'une communication spécifique, par exemple une inauguration en présence du porteur d'idée de projet ou une présentation dans les médias.

Article 11. Étape 6 | évaluation du processus

Le Budget Partagé 2.0 d'Auderghem fait l'objet d'une évaluation au terme de chaque édition.

Celle-ci est conduite en interne par les services communaux et en externe, notamment au travers d'un formulaire évaluatif adressé aux porteurs de projets et aux autres parties prenantes concernées.

Le cas échéant, les recommandations issues de cette évaluation sont publiées via les canaux officiels de la Commune et alimentent l'amélioration de l'édition suivante, notamment via l'adaptation des modalités pratiques précisées dans l'appel à projets.

Article 12. Gestion des données personnelles

Base légale : article 6(1)(e) du RGPD — traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Commune.

La Commune d'Auderghem agit en qualité de responsable du traitement des données personnelles nécessaires à l'organisation du Budget Partagé 2.0, notamment pour :

- la gestion de l'appel à projets (dépôt, instruction, communication avec les porteurs) ;
- l'organisation du vote et le contrôle « une personne = un vote » ;
- la publication du catalogue des projets et la communication institutionnelle sur le dispositif et ses résultats ;
- le suivi de la mise en œuvre des projets lauréats.

Les informations complètes relatives au traitement (finalités, bases légales, catégories de données, destinataires, durées de conservation, droits des personnes concernées et voies de recours) sont décrites dans la notice « Budget Partagé 2.0 – Protection des données », publiée sur la page dédiée de la plateforme participative officielle de la Commune.

Pour toute question relative au traitement des données personnelles, les participants peuvent contacter le délégué communal à la protection des données via les coordonnées publiées sur le site officiel de la

Commune et sur la page dédiée de la plateforme participative officielle.

La plateforme participative officielle de la Commune est opérée par un hébergeur et exploitant agissant en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, dans le cadre d'un accord de traitement de données conclu avec la Commune.

Conformément à l'article 35 du RGPD, une analyse d'impact relative à la protection des données est réalisée préalablement à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif. Cette analyse est mise à jour en cas de modification substantielle du traitement.

Article 13. Circonstances exceptionnelles

La Commune d'Auderghem se réserve le droit d'interrompre, de modifier, d'écourter, de prolonger ou d'annuler cette démarche de Budget Partagé 2.0 en cas de changement de circonstances imprévisible, non imputable à la Commune et rendant excessivement difficile ou impossible le fonctionnement ou la poursuite du Budget Partagé 2.0, tels qu'une pandémie, une catastrophe naturelle ou une crise grave. Sa responsabilité ne pourra être engagée de ce fait.

Article 14. Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace le Règlement relatif au Budget Partagé d'Auderghem adopté par le Conseil communal en date du 30/03/2023 et applicable à l'édition 2023, ainsi que toute disposition antérieure relative au Budget Partagé incompatible avec ses dispositions.

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de son approbation par le Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 juin 2026

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerboux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Gabriela Banu, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 25.06.26

#Onderwerp : Reglement betreffende het Gedeelde Begroting 2.0 #

Openbare zitting

Burgerprojecten

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring 2024-2030;

Overwegende dat de gemeente Oudergem al enkele jaren een actief burgerparticipatiebeleid voert, gebaseerd op een verscheidenheid aan vormen en instrumenten die bedoeld zijn om de betrokkenheid van de inwoners bij het lokale leven te versterken, de behoeften en percepties vanuit het veld duidelijk te maken en burgers meer te betrekken bij het begrip en de ontwikkeling van het overheidsbeleid;

Overwegende dat deze dynamiek zich in de periode 2020-2025 heeft vertaald in de invoering en aansturing van verschillende participatieve instrumenten, waaronder de Vergadering van de Inwoners, de Wijkvergaderingen, de Gedeelde Begroting, diverse vormen van raadpleging en buurtdialoog, en de ontwikkeling van een officieel participatief platform waar bepaalde burgerinitiatieven kunnen worden gecentraliseerd;

Overwegende dat de participatieve processen die in Oudergem zijn ontwikkeld, in de periode 2020-2025 tussen de 8.000 en 10.000 inwoners hebben bereikt, wat neerkomt op ongeveer een derde van de volwassen bevolking van de gemeente, wat wijst op een reële belangstelling voor de door de gemeente geïnitieerde participatieve initiatieven en op een daadwerkelijk vermogen om de inwoners te mobiliseren rond collectieve uitdagingen;

Overwegende dat de gemeente niettemin een grondige diagnose van dit participatiebeleid heeft willen uitvoeren, om de verworven kennis te consolideren en de praktische regels aan te passen waar die onvoldoende duidelijk, inclusief of afgestemd op de nagestreefde doelstellingen bleken te zijn;

Overwegende dat deze diagnose vooral was gebaseerd op een tevredenheidsenquête met bijna 700 reacties, op de organisatie van een speciale Vergadering van de Inwoners gewijd aan de evaluatie van de participatieve processen, op een internationaal colloquium, op een multidisciplinaire werkgroep met onderzoekers, praktijkmensen, ambtenaren, verkozenen en burgers, en op een academische validatie door het Policy Lab van de ULB;

Overwegende dat deze werken de belangrijkste verworven kennis van de bestaande processen hebben uitgelicht - meer bepaald hun vermogen om nuttige ruimtes voor dialoog, expressie en voorstellen te creëren, concrete participatie van inwoners te stimuleren en participatie geleidelijk in de gemeentelijke gebruiken te verankeren - maar daarnaast ook verschillende structurele beperkingen onder de aandacht hebben gebracht

die moeten worden overwonnen;

Overwegende dat die beperkingen vooral te maken hebben met de moeilijkheid om ondervertegenwoordigde doelgroepen te binden, in het bijzonder jongeren, vrouwen, personen in een situatie van bestaansonzekerheid en personen van buitenlandse afkomst, met het gebrek aan duidelijkheid over de opdrachten, verwachtingen en speelruimte die eigen is aan elk proces, met het geleidelijk uitdoven van bepaalde initiatieven, met de concentratie van de participatie bij doelgroepen die al sterk betrokken zijn, met de frustraties rond haalbaarheidsbeperkingen, uitvoeringstermijnen en budgettaire beperkingen, met de versnippering van initiatieven, gekenmerkt door een toename en een verspreiding van instrumenten, en met de spanningen die kunnen ontstaan in de driehoek burgers-bestuur-verkozenen;

Overwegende dat uit de tevredenheidsenquête ook een aanzienlijk verschil in bekendheid naar voren is gekomen tussen de verschillende instrumenten: de Gedeelde Begroting is bekend bij 84% van de respondenten, tegenover 48% voor de Vergadering van de Inwoners en 40% voor de Wijkvergaderingen, waaruit blijkt hoe cruciaal het is om de algemene architectuur van de burgerparticipatie in Oudergem te vereenvoudigen en de functie van elk instrument binnen het gemeentelijke ecosysteem beter te verduidelijken;

Overwegende dat de participatiestrategie 2026-2030 op deze diagnose inspeelt met een vereenvoudigde en overzichtelijkere architectuur, gebaseerd op twee complementaire en onderling samenhangende instrumenten, in plaats van een opeenstapeling van initiatieven die voor de inwoners soms onvoldoende begrijpelijk zijn;

Overwegende dat deze nieuwe architectuur verschillende met elkaar overeenstemmende doelstellingen nastreeft, namelijk het verduidelijken van de respectievelijke rol van de participatieve processen, het verbeteren van de afstemming daarvan met het bestuur en de politieke besluitvorming, het versterken van de daadwerkelijke diversiteit van de betrokken profielen, het ondersteunen van een continue en gestructureerde participatie doorheen de tijd en het consolideren van een inclusiever, robuuster en begrijpelijker gemeentelijk participatiebeleid;

Overwegende dat in dit kader de Gedeelde Begroting 2.0 het structurerende instrument vormt voor voorstellen, prioritering en burgerinvesteringen, terwijl de Nieuwe Vergadering van de Inwoners het structurerende instrument vormt voor burgerbeoordeling op gemeentelijke schaal, en dat de Gedeelde Begroting 2.0 niet bedoeld is om andere vormen van participatie te vervangen, maar juist om die verder uit te werken en uit te breiden, om een duidelijker, concreter en beter op de andere participatie-instrumenten afgestemde burgerbetrokkenheid mogelijk te maken;

Overwegende dat de Gedeelde Begroting 2.0 tot doel heeft de inwoners de kans te geven investeringsprojecten van algemeen belang op het gemeentelijk grondgebied voor te stellen, te steunen en te prioriteren, binnen een gestructureerd, transparant en inclusief kader dat verenigbaar is met de technische, budgettaire en administratieve haalbaarheidsbeperkingen die eigen zijn aan het gemeentelijk overheidsoptreden;

Overwegende dat dit instrument is herzien met meer duidelijkheid rond de verschillende fasen van het proces, namelijk de projectoproep, de analyse van de subsidiabiliteit en de begroting, de eventuele wegingsfactor, de burgerstemming, de uitvoering en opvolging van de winnende projecten en de evaluatie van het proces;

Overwegende dat het voorgestelde reglement bepaalt dat de Gedeelde Begroting 2.0 tweemaal per regeerperiode wordt georganiseerd, op door het college vastgestelde momenten, en dat het een gemeentelijk investeringsinstrument vormt, zonder dat daarvoor middelen uit het werkingsbudget worden ingezet;

Overwegende dat het nieuwe kader er ook op gericht is de daadwerkelijke inclusiviteit van de Gedeelde Begroting 2.0 te versterken, in het bijzonder met hybride participatie (zowel online als fysiek), met het opzetten van lokale acties, met de begeleiding van projectdragers, met de mogelijkheid om een projectidee in te dienen via het officiële participatieplatform van de gemeente, bij de dienst Burgerparticipatie of op papier, en met de organisatie van een stemming die op verschillende manieren toegankelijk is;

Overwegende dat de 'Karavaan van de Gedeelde Begroting' in dit kader een structurerend instrument op buurtniveau vormt, dat bestaat uit mobiele acties die in verschillende wijken worden georganiseerd om de bewoners te informeren, brainstorming te stimuleren, het indienen van projectideeën te vergemakkelijken en de deelname aan de stemming te ondersteunen, vooral bij doelgroepen die het verste af staan van de participatieve processen;

Overwegende dat het voorgestelde reglement de mogelijkheid handhaaft voor natuurlijke personen,

verenigingen, onderwijsinstellingen, burgergroeperingen en de Nieuwe Vergadering van de Inwoners om projectideeën aan te dragen, en tegelijkertijd een kader biedt voor het omgaan met mogelijke belangenconflicten wanneer de Nieuwe Vergadering van de Inwoners of een van haar leden een project draagt;

Overwegende dat het voorgestelde reglement ook de ontvankelijkheidscriteria voor projectideeën verduidelijkt, en meer bepaald benadrukt dat het om een gemeentelijk investeringsinstrument gaat, dat een project onder de bevoegdheden van de gemeente moet vallen, van collectief nut moet zijn, binnen een van de vastgestelde thema's moet passen, geen nieuwe werkingsuitgaven voor de gemeente met zich mee mag brengen, geen onwettige of discriminerende elementen mag bevatten en geen belangenconflict of financieel voordeel voor de drager mag opleveren;

Overwegende dat de Gedeelde Begroting 2.0 bovendien de mogelijkheid bevat van gemengde projecten, gedragen met verenigingen of burgergroeperingen, waarbij de gemeente de investering voor haar rekening neemt, terwijl de projectdrager waar nodig zorgt voor het operationele beheer van het project op basis van een overeenkomst, zonder dat dit voor de gemeente nieuwe werkingsuitgaven met zich meebrengt;

Overwegende dat het instrument, in onderlinge samenhang met de Nieuwe Vergadering van de Inwoners, ook de mogelijkheid bevat om bepaalde soorten projecten een wegingsfactor mee te geven, waarbij de criteria gezamenlijk door het college en de Nieuwe Vergadering van de Inwoners worden vastgesteld en in de projectoproep openbaar worden gemaakt en het college als enige de toe te passen wegingsfactor vaststelt;

Overwegende dat de burgerstemming plaatsvindt binnen een hybride en gecontroleerd kader, waardoor het beginsel 'één persoon = één stem' kan worden gewaarborgd, ook wanneer stemmen op papier worden uitgebracht en vervolgens in het officiële participatieplatform worden ingevoerd;

Overwegende dat de uitvoering van de Gedeelde Begroting 2.0 het verzamelen en verwerken van persoonsgegevens met zich meebrengt, meer bepaald in het kader van de projectoproep, het onderzoek van de voorstellen, de organisatie van de stemming, de controle van de deelnamevoorwaarden, de publicatie van de projectcatalogus en de opvolging van de winnende projecten;

Overwegende dat deze verwerkingen noodzakelijk zijn voor de vervulling van een taak van algemeen belang in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de gemeente werd toegekend, in de zin van artikel 6, eerste lid, punt e) van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 (AVG);

Overwegende dat het instrument zo is opgezet dat er expliciete waarborgen op het gebied van gegevensbescherming zijn ingebouwd, waaronder de formele aanwijzing van de gemeente als verwerkingsverantwoordelijke, het bestaan van een specifieke privacyverklaring en de beperkte publicatie van informatie over de projectdragers, de formalisering van de rol van de technische dienstverlener van het officiële participatieplatform als verwerker in de zin van artikel 28 van de AVG, en de voorafgaande uitvoering van een gegevensbeschermingseffectbeoordeling wanneer dit vereist is;

Overwegende dat bij dit verslag het ontwerpreglement betreffende de Gedeelde Begroting 2.0 van Oudergem is gevoegd;

Overwegende dat daarnaast de privacyverklaring, de formulieren voor het indienen van voorstellen en het stemmen, en de technische documenten die nodig zijn voor de operationele uitvoering van de Gedeelde Begroting 2.0 als uitvoerings- en implementatiedocumenten voor het instrument beschikbaar zijn;

Overwegende dat het met het oog op het tijdschema voor het vaststellen van de agenda van de volgende gemeenteraad noodzakelijk is dat het college het ontwerpreglement betreffende de Gedeelde Begroting 2.0 nu al goedkeurt, zodat het op de agenda van de gemeenteraad kan worden gezet;

Beslist:

Artikel 1. Toepassingsgebied

De Gedeelde Begroting 2.0 van Oudergem heeft uitsluitend betrekking op het grondgebied van de gemeente Oudergem. Projecten die niet onder de bevoegdheid van de gemeente Oudergem vallen, komen niet in aanmerking voor de Gedeelde Begroting 2.0. In afwijking hiervan kan een project dat gelegen is op een goed dat onder een andere publieke of private beheerder valt, ontvankelijk worden verklaard indien de gemeentelijke bevoegdheid vaststaat en de schriftelijke instemming van de betrokken eigenaar of beheerder vóór de definitieve validatie van het project wordt verkregen.

Dit reglement bepaalt het algemene kader van de Gedeelde Begroting 2.0 en de regels die van toepassing zijn op de projectoproep. De praktische uitvoeringsmodaliteiten (gedetailleerde kalender, nabijheidsacties, plaatsen en uren) worden nader bepaald in de projectoproep, met naleving van dit reglement.

Artikel 2. Bedrag

De Gedeelde Begroting 2.0 van Oudergem wordt tweemaal per legislatuur georganiseerd, op de tijdstippen die door het College worden vastgesteld. De enveloppe wordt in de maand januari door het College vastgesteld met het oog op opname in de begroting van het daaropvolgende jaar, berekend op basis van het aantal inwoners op 1 januari, met een minimum van 15 euro per inwoner.

Ter illustratie bedroeg het aantal inwoners op 1 januari 2023 35.282.

Het bedrag van de Gedeelde Begroting beliep aldus 529.230 euro.

De Gedeelde Begroting 2.0 is een regeling voor gemeentelijke investeringen en doet geen beroep op een werkingsbudget (gewone dienst).

Artikel 3. Kalender

Verschillende stappen zijn noodzakelijk om te komen tot de selectie en de uitvoering van de projecten:

- Stap 1 – Voorafgaande vaststelling van de criteria voor een eventuele hogere weging en bepaling van de coëfficiënt, overeenkomstig artikel 6;
- Stap 2 – Projectoproep: informatie, mobilisering, ideevorming en indiening van projectideeën (met inbegrip van gemengde projecten gedragen door vzw's of burgergroeperingen);
- Stap 3 – Analyse van de ontvankelijkheid, technische studie en raming door de gemeentelijke diensten;
- Stap 4 – Burgerstemming over de vooraf geselecteerde projecten;
- Stap 5 – Uitvoering en opvolging van de geselecteerde projecten;
- Stap 6 – Evaluatie van het proces.

Voor de duur van de legislatuur stelt het College de kalender van de twee edities van de Gedeelde Begroting 2.0 vast (voornaamste mijlpalen). Voor elke editie worden de gedetailleerde data (waaronder de projectoproep en de stemming) vóór de lancering van de projectoproep bekendgemaakt via de officiële kanalen van de Gemeente.

Artikel 4. Stap 1 | projectoproep: informatie, ideevorming en indiening van projectideeën

Deze stap omvat het volledige proces van de projectoproep: van de communicatie en de mobilisering van potentiële projectdragers tot en met de indiening van projectideeën.

4.1. Communicatie, mobilisering en begeleiding

De Gemeente maakt gebruik van alle middelen die haar ter beschikking staan om de regeling bekend te maken en een hybride deelname (online en fysiek) te vergemakkelijken, met name via nabijheidsinitiatieven en momenten van informatie en begeleiding.

De Gemeente kan, met name via een Karavaan van de Gedeelde Begroting, nabijheidsacties organiseren om te informeren, ideevorming te stimuleren, de indiening van ideeën te vergemakkelijken en de deelname aan de stemming te ondersteunen, in het bijzonder bij publieken die verder af staan van participatieve trajecten.

De "Karavaan van de Gedeelde Begroting" duidt op mobiele nabijheidsacties die in verschillende wijken worden georganiseerd (standen, rondreizende permanenties, hulp bij indiening en informatie), met als doel de inwoners te informeren en te begeleiden, in het bijzonder publieken die verder af staan van participatieve trajecten. De modaliteiten (plaatsen, data, uren) worden nader bepaald in de projectoproep.

De praktische modaliteiten worden meegedeeld in de projectoproep.

4.2. Projectdragers

Een project moet worden gedragen:

- ofwel door één natuurlijke persoon. Die persoon moet minstens 10 jaar oud zijn en op het ogenblik van de indiening van het projectidee daadwerkelijk in Oudergem verblijven, volgens de verificatiemodaliteiten bepaald in de projectoproep;
- ofwel door een vereniging die actief is op het gemeentelijk grondgebied (vzw of feitelijke vereniging), met inbegrip van een schoolinstelling die actief is op het gemeentelijk grondgebied. De vereniging of de instelling wordt vertegenwoordigd door een naar behoren gemachtigde meerderjarige natuurlijke persoon, volgens de modaliteiten bepaald in de projectoproep. Deze persoon mag niet optreden namens een politieke partij;
- ofwel door een burgergroepering (vrijwilligerscollectief) die actief is op het gemeentelijk grondgebied, vertegenwoordigd door een natuurlijke persoon die als referentiepersoon wordt aangewezen; de referentiepersoon treedt op als hoofdcontactpersoon van de Gemeente voor de opvolging van het project;

- ofwel door de Nieuwe Assemblee van de Inwoners, vertegenwoordigd door een van haar leden.

Wanneer een project wordt gedragen door de Nieuwe Assemblee van de Inwoners of door een van haar leden, zijn de regels ter voorkoming van belangenconflicten voorzien in het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van toepassing. In voorkomend geval onthoudt het betrokken lid of onthouden de betrokken leden zich van deelname aan uitwisselingen, aanbevelingen of standpuntinnames die specifiek betrekking hebben op dit project.

Wanneer de Nieuwe Assemblee van de Inwoners zelf optreedt als projectdrager, neemt zij als collectief orgaan niet deel aan de uitwisselingen, aanbevelingen of standpuntbepalingen die specifiek betrekking hebben op dat project. De Dienst Participatie ziet toe op de naleving van deze regel en op de traceerbaarheid van de noodzakelijke individuele en collectieve onthoudingen.

Onder “politieke partij” wordt verstaan de vereniging van natuurlijke personen, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, die deelneemt aan verkiezingen, met inbegrip van de gemeenteraadsverkiezingen, en die poogt de uitdrukking van de volkswil te beïnvloeden op de wijze omschreven in haar statuten of programma, met inbegrip van de organismen, verenigingen, groeperingen en gewestelijke entiteiten van een politieke partij, ongeacht hun rechtsvorm, die rechtstreeks met die partij verbonden zijn in de zin van artikel 2, 2°, van de ordonnantie van 29 april 2004 houdende organisatie van de controle van de verkiezingsuitgaven en van de regeringsmededelingen.

Onder “schoolinstelling” wordt verstaan een vestigingsplaats of instelling die activiteiten heeft op het gemeentelijk grondgebied, ongeacht haar inrichtende macht.

Deze personen en entiteiten worden “projectdragers” genoemd.

In het geval van een minderjarig kind van 10 jaar of ouder moet het worden ondersteund door een meerderjarige persoon (wettelijke vertegenwoordiger of referentievouwassene), waarbij het kind als “projectdrager” wordt aangeduid.

Kunnen noch projectdrager zijn, noch als meerderjarige referentiepersoon optreden:

- de gemeenteraadsleden;
- de OCMW-raadsleden;
- de leden van het College;
- de ministers of de parlementsleden.

Voor burgergroeperingen worden de modaliteiten voor de aanwijzing van de referentiepersoon, de samenstelling van de groepering en de verklaring van engagement nader bepaald in de projectoproep.

4.3. Projectfiche

De projectfiche vermeldt de informatie die openbaar zal worden gemaakt op het platform en in de catalogus van de projecten die aan de stemming worden onderworpen. Ten minste worden de titel, de beschrijving, de locatie, het thema en de budgettaire raming van het project openbaar gemaakt, evenals de identificatie van de projectdrager in verkorte vorm.

Voor natuurlijke personen als projectdragers stemt de gepubliceerde identificatie overeen met de voornaam gevolgd door de initiaal van de familienaam. Voor verenigingen (met inbegrip van schoolinstellingen) en burgergroeperingen stemt de gepubliceerde identificatie uitsluitend overeen met de naam van de vereniging of het collectief. De contactgegevens (e-mailadres, telefoonnummer, postadres) worden niet openbaar gemaakt.

De projectdrager wordt over deze modaliteiten geïnformeerd vóór de publicatie van de projectfiche en bij de indiening van zijn of haar projectidee.

De projectdrager kan vragen dat de gepubliceerde identificatie wordt vervangen door een alias (of een generieke vermelding), om zijn of haar anonimiteit te vrijwaren. Deze vraag heeft geen enkele impact op de ontvankelijkheid, de analyse, de voorafgaande selectie of de rangschikking van het project. De modaliteiten worden nader bepaald in de projectoproep.

Wanneer de projectdrager een gemengd project indient (in de zin van artikel 5.2), bevat de projectfiche een specifiek onderdeel (desgevallend als bijlage toegevoegd) dat de bijdrage van de projectdrager, de partners (aangeduid zonder contactgegevens) en de ingezette middelen beschrijft, evenals de wijze waarop het operationele beheer wordt verzekerd zonder nieuwe werkingsuitgaven voor de Gemeente.

4.4. Modaliteiten voor de indiening van projectideeën

Projectideeën kunnen worden ingediend:

- op het officiële participatieplatform van de Gemeente;
- bij de Dienst Participatie, volgens de modaliteiten meegedeeld in de projectoproep;
- op papieren drager, volgens de modaliteiten meegedeeld in de projectoproep.

Het aantal projectideeën dat kan worden voorgesteld, is niet beperkt.

Wanneer het evenwel gaat om gemengde projecten in de zin van artikel 5.2, is hun aantal beperkt tot maximum 2 projecten per editie van de Gedeelde Begroting 2.0 voor eenzelfde collectieve projectdrager, namelijk een vereniging die actief is op het grondgebied van Oudergem (vzw of feitelijke vereniging) of een burgergroepering.

Deze beperking wordt beoordeeld per projectdrager en per editie.

4.5. Thema's

Projectideeën moeten aansluiten bij een van de drie volgende thema's:

- Ontmoetingen aanmoedigen: projecten die kansen bevorderen om elkaar te ontmoeten en uit te wisselen tussen inwoners;
- Onderlinge hulp versterken: projecten die solidariteit en wederzijdse steun tussen Oudergemnaren vergemakkelijken;
- De leefomgeving verbeteren: projecten die bijdragen aan de inrichting van gedeelde ruimten.

Deze thema's worden meegedeeld in de projectoproep. Zij kunnen door het College van de ene editie tot de andere worden herzien op basis van de evaluatie van de regeling.

De Nieuwe Assemblee van de Inwoners kan hieromtrent aanbevelingen formuleren.

4.6. Beheer van doublures

Tijdens de indieningsfase is op het officiële participatieplatform van de Gemeente een functionaliteit voor de detectie van gelijkaardige projecten actief. Wanneer twee of meer projecten sterke gelijkenissen vertonen, gaat de Dienst Participatie over tot hun samenvoeging in één nieuwe, unieke projectfiche. De betrokken projectdragers worden over deze samenvoeging geïnformeerd en gecontacteerd voor validatie vóór de nieuwe projectfiche online wordt geplaatst op het platform.

De samenvoeging wordt gecoördineerd door de Dienst Participatie. De projectdragers worden afzonderlijk gecontacteerd. De contactgegevens van de projectdragers worden niet aan andere projectdragers meegedeeld, tenzij met uitdrukkelijke instemming van de betrokken personen of via een door de Dienst Participatie georganiseerde bemiddelde contactlegging.

4.7. Duur

Projectideeën kunnen worden ingediend gedurende een periode van 2 maanden, vastgelegd in de door het College bepaalde kalender.

Artikel 5. Stap 2 | analyse van de ontvankelijkheid en raming van de projectideeën 5.1. Ontvankelijkheidscriteria voor een projectidee

Om ontvankelijk te zijn, moet een projectidee aan de volgende criteria voldoen:

- gelokaliseerd zijn in Oudergem;
- een nut of belang van algemeen belang hebben;
- binnen de bevoegdheidsdomeinen van de Gemeente vallen; wanneer een project betrekking heeft op een goed dat onder een andere publieke of private beheerder valt, moet diens schriftelijke instemming vóór de definitieve validatie van het project worden verkregen;
- daadwerkelijk en concreet aansluiten bij een van de in punt 4.5 bepaalde thema's;
- betrekking hebben op de aankoop, de vervaardiging of de installatie door de Gemeente van één of meerdere uitrustingen bestemd voor een gebruik van collectief belang. De verworven uitrusting blijft eigendom van de Gemeente en moet ten goede komen aan het publiek of aan een doelpubliek, volgens bepaalde en controleerbare toegangs- en gebruiksmodaliteiten. De opslagplaats van de uitrusting kan verschillen van de gebruiksplaats, met name om redenen van veiligheid, logistiek of beheer. In het geval van een gemengd project gedragen door een vzw of een burgergroepering neemt de Gemeente de investering ten laste, terwijl de projectdrager geheel of gedeeltelijk instaat voor het operationele beheer van het project, in het kader van een contractuele overeenkomst met de Gemeente;
- het maximumbedrag van 165.000 euro inclusief btw niet overschrijden, van toepassing op alle

projecten ongeacht hun categorie;

- realiseerbaar zijn binnen de buitengewone begroting van de Gemeente en geen nieuwe werkingsuitgave voor de Gemeente genereren;
- geen betrekking hebben op het gewone en regelmatige onderhoud van de openbare ruimte (bv. renovatie van voetpaden en wegen, fietspaden, fietsboxen);
- voldoende nauwkeurig zijn om juridisch en technisch door de gemeentelijke diensten te kunnen worden onderzocht;
- niet reeds in uitvoering of in studie zijn;
- geen aankoop van een terrein, een lokaal of een onroerend goed impliceren, noch betrekking hebben op studie- of expertiseprestaties;
- geen onwettig element bevatten en niet van aard zijn uitsluitend een gender, een gemeenschap, een geloofsovertuiging of een politieke partij te bevoordelen, noch afbreuk te doen aan de vrijheid van meningsuiting of van confessionele, ideologische of politieke overtuiging;
- geen belangenconflict noch financieel voordeel voor de projectdrager genereren.

5.2. Gemengde projecten gedragen door vzw's en burgergroeperingen

De Gedeelde Begroting 2.0 is een regeling voor gemeentelijke investeringen: de Gemeente gaat de uitgaven aan en realiseert of coördineert de winnende projecten. Deze logica waarborgt dat de publieke middelen rechtstreeks en duurzaam ten goede komen aan alle inwoners, met naleving van de regels voor het beheer van overheidsmiddelen.

Binnen dit kader passen gemengde projecten in een logica van co-constructie tussen het burger- of verenigingsinitiatief en de gemeentelijke diensten: de Gemeente neemt de investering ten laste, terwijl de projectdrager instaat voor de uitvoering en het operationele beheer van het project, met inbegrip van het beheer van het gebruik, hierna "operationeel beheer" genoemd, in het kader van een met de Gemeente gesloten contractuele overeenkomst. Het is precies deze complementariteit tussen publieke middelen en burgerengagement die de meerwaarde van het gemengde project vormt.

Het operationele beheer wordt verzekerd zonder nieuwe werkingsuitgave voor de Gemeente, met name via vrijwilligerswerk, eigen middelen of partnerschappen.

De Gemeente kan de verworven uitrustingen geheel of gedeeltelijk kosteloos ter beschikking stellen, volgens de bij overeenkomst bepaalde modaliteiten (publiek gebruik, verantwoordelijkheden, verzekeringen, onderhoud, opslag en opvolging).

5.3. Onderzoek van de projectideeën door de gemeentelijke diensten

De Gedeelde Begroting beoogt prioritair de financiering van investeringsprojecten.

Bij de analyse kan de Gemeente desgevallend beperkte uitvoeringsaanpassingen identificeren die een project realiseerbaar kunnen maken, op voorwaarde dat deze aanpassingen het voorwerp van het project niet wezenlijk wijzigen en verenigbaar blijven met het investeringskarakter van de regeling.

Bij wijze van uitzondering kunnen de gemeentelijke diensten, wanneer een eenmalige actie de meest pertinente of meest realistische oplossing lijkt voor het door het project nagestreefde doel, deze mogelijkheid geval per geval onderzoeken, binnen de grenzen van de beschikbare middelen. Een dergelijke modaliteit kan slechts worden weerhouden indien zij geen nieuwe of terugkerende werkingsuitgave voor de Gemeente genereert en verenigbaar blijft met het toelaatbare financiële kader van de regeling.

Tijdens deze stap onderzoeken de bevoegde gemeentelijke diensten de ontvankelijkheid van de projectideeën met naleving van de criteria bepaald in de punten 5.1 en 5.2, bestuderen zij de technische en, in voorkomend geval, juridische haalbaarheid ervan en berekenen zij voor elk project een raming van het budget. Geval per geval en indien nodig kunnen de gemeentelijke diensten contact opnemen met de projectdrager om bepaalde punten te verduidelijken, de vraag te begrijpen en de ontvankelijkheid van het project te beoordelen in het licht van de verstrekte toelichtingen.

Wanneer een project in zijn huidige vorm niet ontvankelijk is maar dat wel zou kunnen worden mits beperkte aanpassingen, kan de Dienst Participatie aan de projectdrager een wijziging van het project voorstellen. Dit voorstel wordt aan de projectdrager overgemaakt, die over 5 werkdagen beschikt om erop te antwoorden. In geval van aanvaarding wordt het gewijzigde project opnieuw op ontvankelijkheid onderzocht en, in voorkomend geval, technisch en budgettair opnieuw geëvalueerd. In geval van weigering of bij uitblijven van antwoord binnen deze termijn wordt het project in zijn oorspronkelijke versie geanalyseerd. Indien die oorspronkelijke versie niet-ontvankelijk blijft, wordt het project geweigerd.

Indien een projectidee onuitvoerbaar blijkt te zijn of niet voldoet aan de criteria bepaald in de punten 5.1 en 5.2, wordt het geweigerd en niet vooraf geselecteerd. Indien het aan alle criteria voldoet, wordt het vooraf geselecteerd. Ongeacht de uitkomst van de analyse wordt de projectdrager van de beslissing in kennis gesteld. In geval van weigering worden de redenen meegedeeld aan de betrokken projectdrager(s).

Een projectidee dat werd geweigerd wegens niet-naleving van de criteria bepaald in de punten 5.1 en 5.2 kan slechts opnieuw worden ingediend tijdens een latere editie van de Gedeelde Begroting 2.0 indien het werd gecorrigeerd om rekening te houden met deze criteria.

Artikel 6. Stap 3 | eventuele hogere weging en validatie door het college

Vóór de lancering van de projectoproep bepalen het College en de Nieuwe Assemblee van de Inwoners gezamenlijk de soorten projecten die tijdens die editie in aanmerking kunnen komen voor een hogere weging. Deze criteria beogen meer aandacht te geven aan bepaalde soorten projecten die in de vorige edities weinig vertegenwoordigd waren, zoals bijvoorbeeld projecten gericht op jongeren of senioren, en een samenhang te verzekeren met de prioriteiten die in het kader van de werkzaamheden van de Assemblee werden vastgesteld.

In geval van blijvende onenigheid tussen het College en de Nieuwe Assemblee van de Inwoners over de soorten projecten die in aanmerking kunnen komen voor een hogere weging, behoudt het College de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid.

Deze criteria worden in de projectoproep openbaar gemaakt, zodat de projectdragers daarvan op de hoogte zijn vanaf de indiening.

Vóór de lancering van de projectoproep stelt het College alleen de voor de betrokken editie toepasselijke wegingscoëfficiënt vast. Deze coëfficiënt mag niet hoger zijn dan 100 %: hoogstens worden de stemmen voor een project met hogere weging verdubbeld. De coëfficiënt wordt in de projectoproep openbaar gemaakt.

Het College valideert de lijst van de vooraf geselecteerde projectideeën, de eventuele toepassing van de vooraf bepaalde criteria voor hogere weging, alsook de geraamde budgetten voor hun uitvoering.

De Dienst Participatie kent op willekeurige wijze een nummer toe aan elk project.

Artikel 7. Stap 4 | communicatiecampagne en stemming over de vooraf geselecteerde projecten 7.1. Communicatiecampagne

De Gemeente ontwerpt en verspreidt gedurende de volledige stemperiode een ruime communicatiecampagne die oproept om te stemmen. Zij maakt gebruik van alle middelen die haar ter beschikking staan om op neutrale wijze te communiceren over de projecten die aan de stemming worden onderworpen, zonder één of meerdere projecten in het bijzonder te bevoordelen.

Alle projecten worden gepubliceerd in een raadpleegbare catalogus:

- in digitaal formaat, op het officiële participatieplatform van de Gemeente, met automatische meertalige vertaling om de toegang te verruimen voor inwoners die het Frans noch het Nederlands beheersen. De projecten zijn raadpleegbaar aan de hand van diverse filters (locatie, thema enz.);
- in papieren formaat, beschikbaar in het gemeentehuis en verspreid via huis-aan-huisbedeling.

De projectdragers worden aangemoedigd om campagne te voeren voor hun project, met hun eigen middelen en onder hun eigen verantwoordelijkheid. De communicatie van de projectdragers moet steeds welwillend en respectvol zijn.

De Gemeente stelt aan de projectdragers gepersonaliseerd communicatiemateriaal ter beschikking.

In het kader van de institutionele communicatie over de Gedeelde Begroting 2.0 (projectcatalogus, informatiemateriaal, website/platform, papieren dragers, institutionele sociale media) kan de Gemeente informatie over de vooraf geselecteerde projecten verspreiden en, in voorkomend geval, de identiteit van de projectdrager in niet-intrusieve vorm.

Elk gebruik van beelden, audio-/video-opnamen of identificerende getuigenissen met betrekking tot de projectdragers is onderworpen aan een specifieke voorafgaande toestemming. Deze toestemming is facultatief en heeft geen enkele impact op de ontvankelijkheid, de analyse, de voorafgaande selectie of de rangschikking van het project.

Er worden nabijheidsacties georganiseerd om de deelname aan de stemming aan te moedigen, in het bijzonder bij publieken die verder af staan van participatieve trajecten.

7.2. Stemming

De stemverrichtingen vinden plaats gedurende 1 maand en worden op de laatste dag om middernacht

afgesloten. De precieze kalender wordt door het College vastgesteld.

De stemming staat open voor personen van minstens 10 jaar oud die op het ogenblik van de aanvang van de stemverrichtingen in Oudergem verblijven.

Elke deelnemer stemt voor de projecten van zijn of haar keuze in een virtueel “mandje” waarvan het bedrag overeenstemt met de totale enveloppe van de Gedeelde Begroting 2.0; dit betreft een prioriteringsmechanisme en het is niet verplicht het mandje volledig te benutten.

De stemming wordt georganiseerd volgens een hybride systeem:

- online op het officiële participatieplatform van de Gemeente;
- via een papieren stembiljet, volgens de modaliteiten meegedeeld in de projectoproep en tijdens de nabijheidsacties in de wijken;
- in de Gemeente: tijdens de georganiseerde permanenties, overdag en 's avonds, met begeleiding door de Dienst Participatie (online stemming en/of op papier).

De controlemodaliteiten die op alle stemmen van toepassing zijn, worden verduidelijkt in artikel 7.3.

7.3. Controle

De deelnemers identificeren zich met het oog op de controle van de stemming, ongeacht de wijze van deelname (online of op papier).

Iedere persoon kan slechts eenmaal stemmen. In samenwerking met de beheerder van het platform wordt een controle uitgevoerd om dubblures en onregelmatigheden op te sporen; de technische modaliteiten van deze controle worden bepaald met eerbiediging van de beginselen van minimale gegevensverwerking, veiligheid en vertrouwelijkheid van de gegevens. Elke ongeldige stem wordt niet meegeteld.

De op papieren drager uitgebrachte stemmen worden in het platform ingevoerd zodat zij kunnen worden opgenomen in de controle “één persoon = één stem” en in de globale telling.

Met het oog op de controle van de stemming (“één persoon = één stem”) en de verificatie van de deelnemingsvoorwaarden (leeftijd en woonplaatsgemeente) verstrekt de deelnemer de nodige informatie volgens de modaliteiten die in de projectoproep worden verduidelijkt.

De resultaten worden gepubliceerd na afsluiting van de stemverrichtingen, na de validatie-, telling- en controleverrichtingen.

Artikel 8. Afkondiging van de resultaten

De stemmen voor elk project worden opgeteld, onder aftrek van de eventueel vastgestelde ongeldige stemmen, en, in voorkomend geval, gecorrigeerd door toepassing van de hogere weging overeenkomstig artikel 6.

De winnende projecten zijn die welke de meeste geldige stemmen hebben behaald en waarvan het bedrag toelaat binnen de beschikbare begrotingsenveloppe te blijven, volgens hun rangorde in de rangschikking.

In geval van een gelijk aantal punten tussen twee of meer projecten waarvan de selectie zou leiden tot uitputting van de enveloppe, wordt het weerhouden project aangewezen door middel van een loting uitgevoerd door de Dienst Participatie volgens een geformaliseerde en traceerbare procedure, in aanwezigheid van ten minste twee daartoe gemachtigde gemeentelijke personeelsleden. Het resultaat van de loting wordt vastgelegd.

De Gemeente maakt gebruik van alle middelen die haar ter beschikking staan om te communiceren over de winnende projecten. Zij worden met name gepubliceerd op het officiële participatieplatform van de Gemeente en op de gemeentelijke website.

Niet-verkozen projecten kunnen opnieuw worden ingediend tijdens een latere editie van de Gedeelde Begroting 2.0, voor zover zij nog steeds beantwoorden aan de ontvankelijkheidscriteria.

Artikel 9. Opname van de winnende projecten in de begroting van het volgende jaar

De winnende projecten worden opgenomen in het ontwerp van begroting dat ter stemming aan de gemeenteraad wordt voorgelegd.

Artikel 10. Stap 5 | uitvoering en opvolging van de projecten 10.1. Uitvoering van de winnende projecten

Elk project is uniek en vereist specifieke modaliteiten en termijnen voor de uitvoering.

De winnende projecten worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de Gemeente, volgens de toepasselijke administratieve procedures. In het geval van een gemengd project neemt de Gemeente het investeringsgedeelte ten laste overeenkomstig de bepalingen van punt 5.1, terwijl de projectdrager, vzw of burgergroepering, instaat voor het hem toekomende operationele beheer, in het kader van de contractuele

overeenkomst die vóór de start van het project met de Gemeente werd gesloten. Dit operationele beheer wordt verzekerd zonder nieuwe werkingsuitgave voor de Gemeente.

In alle gevallen worden een contactname en, indien nodig, een ontmoeting georganiseerd tussen de winnende projectdrager en de bevoegde gemeentelijke diensten om de praktische uitvoeringsmodaliteiten te bepalen.

De winnende projecten zijn, indien nodig, onderworpen aan diepgaand onderzoek en aan administratieve procedures vóór hun uitvoering.

10.2. Stopzetting van een winnend project

Na de fase van diepgaand onderzoek of na afloop van de procedures kan het gebeuren dat een goedgekeurd project wordt stopgezet wegens technische moeilijkheden of ongunstige adviezen in het kader van de procedures, die vooraf niet konden worden voorzien. In dat geval wordt de projectdrager op de hoogte gebracht van de redenen voor de stopzetting.

10.3. Communicatie over uitgevoerde projecten

De voortgang van de winnende projecten kan publiek worden opgevolgd via het officiële participatieplatform van de Gemeente, waar een projectparcours van de Gedeelde Begroting 2.0 toegankelijk is en regelmatig wordt bijgewerkt.

De realisaties kunnen het voorwerp uitmaken van specifieke communicatie, bijvoorbeeld een inhuldiging in aanwezigheid van de indiener van het projectidee of een voorstelling in de media.

Artikel 11. Stap 6 | evaluatie van het proces

De Gedeelde Begroting 2.0 van Oudergem wordt na afloop van elke editie geëvalueerd.

Die evaluatie wordt intern door de gemeentelijke diensten en extern uitgevoerd, met name via een evaluatieformulier dat wordt gericht aan de projectdragers en aan de andere betrokken belanghebbenden.

In voorkomend geval worden de aanbevelingen die uit deze evaluatie voortvloeien gepubliceerd via de officiële kanalen van de Gemeente en voeden zij de verbetering van de volgende editie, met name via de aanpassing van de praktische modaliteiten die in de projectoproep nader worden bepaald.

Artikel 12. Beheer van persoonsgegevens

Rechtsgrond: artikel 6, lid 1, e), AVG — verwerking die noodzakelijk is voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag waarmee de Gemeente is bekleed.

De gemeente Oudergem treedt op als verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de Gedeelde Begroting 2.0, met name voor:

- het beheer van de projectoproep (indiening, behandeling, communicatie met de projectdragers);
- de organisatie van de stemming en de controle “één persoon = één stem”;
- de publicatie van de projectcatalogus en de institutionele communicatie over de regeling en haar resultaten;
- de opvolging van de uitvoering van de winnende projecten.

De volledige informatie over de verwerking (doeleinden, rechtsgronden, categorieën van gegevens, ontvangers, bewaartermijnen, rechten van de betrokkenen en rechtsmiddelen) wordt beschreven in de nota “Gedeelde Begroting 2.0 – Gegevensbescherming”, gepubliceerd op de daartoe bestemde pagina van het officiële participatieplatform van de Gemeente.

Voor elke vraag met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens kunnen de deelnemers contact opnemen met de gemeentelijke functionaris voor gegevensbescherming via de contactgegevens die zijn gepubliceerd op de officiële website van de Gemeente en op de daartoe bestemde pagina van het officiële participatieplatform.

Het officiële participatieplatform van de Gemeente wordt beheerd door een hosting- en exploitatiepartner die optreedt als verwerker in de zin van artikel 28 AVG, in het kader van een met de Gemeente gesloten verwerkersovereenkomst.

Overeenkomstig artikel 35 AVG wordt vóór de operationele implementatie van de regeling een gegevensbeschermingseffectbeoordeling uitgevoerd. Deze analyse wordt bijgewerkt in geval van een wezenlijke wijziging van de verwerking.

Artikel 13. Uitzonderlijke omstandigheden

De gemeente Oudergem behoudt zich het recht voor deze regeling van Gedeelde Begroting 2.0 te onderbreken, te wijzigen, in te korten, te verlengen of te annuleren in geval van een onvoorzienbare

wijziging van omstandigheden die niet aan de Gemeente kan worden toegerekend en die de werking of de voortzetting van de Gedeelde Begroting 2.0 uiterst moeilijk of onmogelijk maakt, zoals een pandemie, een natuurramp of een ernstige crisis. De Gemeente kan hiervoor niet aansprakelijk worden gesteld.

Artikel 14. Opheffing

Dit reglement heft op en vervangt het reglement betreffende de Gedeelde Begroting van Oudergem dat door de gemeenteraad werd aangenomen op 30/03/2023 en van toepassing was op de editie 2023, alsook elke eerdere bepaling betreffende de Gedeelde Begroting die onverenigbaar is met zijn bepalingen.

Dit reglement treedt in werking op de dag volgend op de goedkeuring ervan door de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 26 juni 2026

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos